



Centre de détention de Nantes

68 Boulevard Albert Einstein

44300 NANTES

MAITRE D'OUVRAGE

D.I.S.P. Grand Ouest
Département des affaires
immobilières

18 bis rue de Châtillon
CS 23131
35 031 RENNES Cedex

MAITRE D'ŒUVRE

A.F.T.I.

29 rue de Lorient
35 000 RENNES

BUREAU D'ETUDES STRUCTURES

BA CONCEPTION

Immeuble LE LEJON
2 rue de la Croix Lormel
22190 PLERIN

OPC

BA INGENIERIE

Immeuble LE LEJON
2 rue de la Croix Lormel
22190 PLERIN



C.C.T.P. LOT 01 Désamiantage – Démolitions

PROVISOIRE EN ATTENTE DIAG AMIANTE

Mise en sécurité incendie – Phase 1

PRO
Indice 0

BA CONCEPTION

Immeuble LE LEJON

2 rue de la Croix Lormel - **22190 PLERIN**

Tel : 02.96.33.44.18

Rédacteur : J. DIAMANT

Contact : jeremy.diamant@baingenierie.fr

SOMMAIRE

DESAMANTAGE&DEMOLITIONS

1. GENERALITES	3
2. PRESCRIPTIONS ET METHODOLOGIE	3
2.1. DIAGNOSTICS AMIANTES.....	3
2.2. METHODOLOGIE.....	3
2.2.1. Préparation de chantier.....	3
2.2.2. Traitement de l'amiante en place.....	4
2.2.3. Échafaudage - nacelle - protection (dispositions particulières).....	4
2.2.4. Constat d'achèvement – réception.....	4
2.2.5. Dossier d'ouvrages exécutés.....	5
3. DESCRIPTION DES OUVRAGES	5
3.1. TRAVAUX PREPARATOIRES.....	5
3.1.1. Plan de prévention – plan de retrait	5
3.1.2. Confinement des zones de travaux.....	5
3.2. EXECUTION DES TRAVAUX.....	6
3.2.1. Evacuation des matériaux amiantés	6
3.2.2. Retrait des matériaux amiantés.....	6
4. GENERALITES.....	7
4.1. OBJET DE L'OPERATION ET SITUATION	7
4.2. COMPTE PRORATA	7
4.3. FRAIS INCLUS DANS LES PRIX DU PRESENT LOT (HORS COMPTE PRORATA)	7
5. PRESCRIPTIONS ET ETUDES	8
5.1. TEXTE DE REFERENCE	8
5.2. ETUDE D'EXECUTION ET HYPOTHESES.....	8
5.3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	9
5.3.1. Règles de calculs.....	9
5.3.2. Hypothèses de calculs.....	9
5.3.3. Etude Béton Armé	10
5.3.4. Auto contrôle de l'entreprise	10
5.3.5. Limites de prestations à la charge du le lot 03 Gros Œuvre	11
6. DESCRIPTION DES OUVRAGES A DEMOLIR.....	11
6.1. MOYENS D'ACCES ET DE MANUTENTION.....	11
6.2. DEMOLITIONS ET CURAGES ET TRAVAUX DE DEPOSE.....	11
6.3. TRAVAUX DE DEPOSE ET DE DEMOLITIONS.....	12

DESAMANTAGE

1. GENERALITES

Les entreprises devront se référer au cahier des prescriptions communes et devront réaliser leurs ouvrages en respect des règles en vigueur à la date d'exécution des travaux.

2. PRESCRIPTIONS ET METHODOLOGIE

2.1. Diagnostics Amiantes

Ce quartier a fait l'objet d'un rapport de repérage amiante avant travaux **non exhaustif (????? - Pré-Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti)**. Pour le chiffrage du lot 01, il sera considéré la présence d'amiante sur les ouvrages décrits au CCTP du lot 01 DESAMANTAGE y compris en l'absence de repérage.

Mais il appartient au lot 01 DESAMANTAGE de prévoir dans son offre les dispositions et analyses réglementaires pour reconnaître les ouvrages existants à démolir dans le cadre de ces travaux au moment de la période de préparation (en cas de doute ou d'incohérence des rapports de repérage amiante avant travaux).

Un rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation des travaux dans tous les bâtiments concernés par ces derniers est diligenté par le Maître d'Ouvrage avant remise des offres.

2.2. Méthodologie

Schématiquement, le retrait de l'amiante en place se déroule chronologiquement, pour chaque phase, en respectant les grandes étapes suivantes :

- Etape 1 Installation de chantier
- Etape 2 Interventions à l'intérieur du bâtiment :
 - Mise en place du confinement et mise en dépression.
 - Enlèvement des matériaux contenant de l'amiante : dalles de sols compris colle, chapes, conduits, joints de vitrage, faux-plafonds...
 - Nettoyage et aspiration de la zone confinée
 - Mesure de première restitution
 - Contrôle visuel
 - Enlèvement du confinement
 - Mesure de fin de chantier Amiante
- Etape 3 Repli de chantier

La méthodologie de dépose sera proposée par l'entreprise à la remise de son offre.

2.2.1. Préparation de chantier

Visite du chantier avec la Maîtrise d'ouvrage ou son représentant pour évaluer en particulier l'état de dégradation des matériaux amiantés, les caractéristiques dimensionnelles des locaux et installations concernées et proposer ainsi la méthode la plus appropriée pour le retrait.

Réunion de présentation de l'entreprise et du chantier aux Organismes de Prévention (si nécessaire).

Etablissement par l'Entreprise d'un Plan de Retrait comportant tous les renseignements obligatoires requis pour ce type de travaux y compris établissement du projet de la stratégie de prélèvement par le laboratoire accrédité et l'établissement du bilan aéraulique prévisionnel.

Envoi pour information du Plan de Retrait à la Maîtrise d'ouvrage.

Après accord de la Maîtrise d'ouvrage, envoi du Plan de Retrait et aux Organismes de Prévention, à la Maîtrise d'Ouvrage, en recommandé avec Accusé de Réception.

Envoi à la Maîtrise d'ouvrage d'une photocopie des lettres d'envoi de ces documents et des bordereaux d'Accusé de Réception.

Transmission à la Maîtrise d'ouvrage d'un planning précis d'intervention avec les effectifs et d'un plan d'implantation de la zone de vie. + transmission des BSDA et FIP.

Planification des travaux.

Organisation et planification :

Du stockage des déchets amiantés (benne fermée type conteneur maritime), stockages séparés suivant type.

Du stockage des déchets non amiantés en benne fermée (gravois).

Du transport des déchets amiantés.

Du traitement des déchets « amiantifères » en installation de stockage agréée.

Des interventions des laboratoires agréés pour les prélèvements et/ou analyses.

Réunion préparatoire d'ouverture de chantier sur place avec la Maîtrise d'Ouvrage et Maitrise d'œuvre.

Réunion avec les Organismes de Prévention (si nécessaire).

Suivi des mesures "points zéro" réalisées par un laboratoire agréé après accord de la Maîtrise d'ouvrage.

2.2.2. Traitement de l'amiante en place

Zone test d'enlèvement

Remarque : les opérations spécifiques de la mise en place du confinement et celles du désamiantage sont décrites dans les autres paragraphes.

La définition de la zone est au stade de projet. Elle sera soumise à l'Inspection du Travail, la CARSAT, l'OPPBTP et à la Maîtrise d'Ouvrage.

Une évolution de cette zone est possible, cependant le chiffrage s'effectue sur la base de ce projet. L'entreprise devra fournir dans sa réponse les procédures d'enlèvement adaptées à ce projet.

2.2.3. Échafaudage - nacelle - protection (dispositions particulières)

L'entreprise doit la mise en place de tout échafaudage ou nacelle lui permettant l'exécution des travaux en toute sécurité, ainsi que la mise en place des protections complémentaires nécessaires aux travaux ou à l'accès aux zones de travail telles que clôtures et portes provisoires.

L'entreprise doit toutes les protections mécaniques nécessaires pour préserver les locaux où aura lieu son intervention.

De plus, l'entreprise doit la mise en place de toute structure (platelage, étau, bardage ou cloisonnement...) provisoire, lui permettant la mise en place de ses protections étanches à l'air.

En cas de travaux extérieur, les protections devront être renforcées de façon à ne pas risquer d'être arrachées ou détériorées par les intempéries.

Il est rappelé que tout matériel introduit dans les zones de confinement devra faire l'objet d'un traitement conforme à la réglementation avant sa sortie du confinement.

Les éléments à traiter sont implantés de telle sorte qu'il est parfois nécessaire pour l'entreprise de procéder au démontage préliminaire de certains autres éléments. Ces démontages préliminaires sont réservés au seul cas où l'entreprise ne peut accéder à l'élément à ne traiter d'aucune autre manière.

En cas de dégradation sur les ouvrages existants, causés du fait de l'accomplissement des travaux de désamiantage, la remise en état éventuel ou le confortement provisoire (selon avis du Maître d'Œuvre) est à la charge de l'entreprise.

2.2.4. Constat d'achèvement – réception

La réception de travaux ne pouvant précéder la preuve de l'élimination des déchets (les certificats des centres d'élimination), il est procédé à un constat d'achèvement des travaux.

Les opérations préalables au constat d'achèvement de travaux comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés
- Le rapport Final d'intervention.
- La constatation éventuelle de l'inexactitude des prestations prévues au marché
- La constatation du repliement des installations et des matériels

Ces opérations feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le Maître d'œuvre avec notification éventuelle de réserves qu'il conviendra de lever dans un délai imparti

2.2.5. Dossier d'ouvrages exécutés

L'entrepreneur devra fournir en 3 exemplaires le rapport final relatif aux travaux exécutés sur le chantier, comprenant notamment :

- Les certificats des centres d'élimination de prise en charge des déchets
- Les rapports des analyses atmosphériques
- Les rapports des analyses de rejets d'eau

Les rapports des contrôles visuels

3. **DESCRIPTION DES OUVRAGES**

3.1. **Travaux préparatoires**

3.1.1. Plan de prévention – plan de retrait

Il est fait obligation à l'Entreprise chargée des travaux de respecter un délai d'un mois appelé "mois administratif" entre la réception du Plan de Prévention contenant le Plan de Retrait aux Organismes de Prévention et le début des travaux. Au préalable, ce Plan de Retrait aura été soumis pour avis au S.P.S, Médecin du Travail et au CHSCT de l'Entreprise chargée des travaux.

L'étape préliminaire à l'établissement du Plan de Retrait est l'évaluation des risques par chacun des acteurs impliqués dans l'opération de retrait de l'amiante qui conduira au choix de procédés et de méthodes de travail propres à réduire l'ensemble des risques sur le chantier, en maîtrisant en particulier les émissions de fibres. Elle doit aussi permettre la définition des mesures de protection collectives et individuelles les mieux adaptées à la protection des travailleurs intervenants et des personnes en activité à proximité du chantier.

3.1.2. Confinement des zones de travaux

Dans l'emprise du chantier :

Confinement léger des zones de travail :

Condamnation de toutes les ouvertures (fenêtres, portes, ...).

Obturation de ces ouvertures par une simple peau de film polyane 200 microns.

Les sols, dans, autour et entre les zones d'intervention devront être protégés par une membrane PVC étanche (ou équivalent) et suffisamment solide pour résister aux interventions et circulations de charges liées aux travaux de démolitions et désamiantage. Ces protections seront maintenues après le départ du présent lot.

Création d'accès uniquement par sas aux zones de travaux.

Mise en place de sas "matériels" et "personnels" avec au minimum 3 compartiments de dimension adaptée en entrée de zone de travaux.

Raccordements électriques, aérauliques des sas.

Mise en place d'une unité de filtration et de chauffage de l'eau des sas.

Obturation de tout passage avec la zone de travail (passage de tuyauteries, de câbles électriques...) au moyen d'un joint silicone.

Mise en place des extracteurs.

Contrôle de l'étanchéité des zones de travail à l'aide de fumigènes et rédaction des procès-verbaux nécessaires.

L'entreprise titulaire du présent lot aura obligation de résultat. La méthodologie proposée devra respecter la réglementation et le code du travail.

Le nombre de SAS sera fonction de la nature des matériaux à déposer.

3.2. Exécution des travaux

Nota important : la liste des prestations notifiées ci-après n'est pas exhaustive, l'entreprise devra en complément et afin de remettre une offre en bonne et due forme, se référer aux prescriptions et recommandations définies dans les diagnostics amiante établis « avant travaux » (documents joint au DCE). Il devra également prévoir l'ensemble des prestations jugées nécessaires pour la réalisation totale de ses travaux conformément à la réglementation en vigueur, à savoir qu'il devra intégrer obligatoirement les éventuels omissions et/ou manques de précisions qui n'apparaît pas dans le rapport amiante et le présent CCTP.

3.2.1. Evacuation des matériaux amiantés

Dépose et évacuation des matériaux amiantés :

- Nettoyage et décontamination des murs conservés avant évacuation de la zone confinée.
- L'entreprise aura à sa charge l'évacuation des matériaux repérer par le diagnostic à venir.
- Nettoyage et aspiration de toutes les surfaces brutes.
- Manutention des déchets (manuelle ou mécanique).
- Conditionnement des déchets au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans un double emballage plastique. Ils sont, en zone de travail, mis dans un premier sac en polyéthylène, sacs fermés hermétiquement.

Cette première enveloppe est dépoussiérée par aspiration dans le sas "matériel" et enfin mise dans une seconde enveloppe de polyéthylène et fermée hermétiquement.

- Stockage des doubles sacs et/ou "BIG BAGS" dans une benne fermée (type conteneur maritime ou équivalent).
- Chargement et évacuation des déchets vers des centres de stockage par inertage y compris les équipements de Protection Individuelle et le polyane.
- Mesure et analyse de restitution
- Gestion des Bordereaux de Suivi de Déchets Amiantés.

Localisation : CF plans de repérage amiante

3.2.2. Retrait des matériaux amiantés

Dépose et retrait des matériaux amiantés suivants :

- Revêtements de sols (carrelage et chape.
- Revêtements muraux (peinture)
- Revêtements muraux (faïence)
- Vitrages et joints associés
- Plafonds

Localisation : PCI et CIRCULATION EN RDC

DEMOLITIONS

4. GENERALITES

4.1. Objet de l'opération et Situation

Se référer au CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES.

4.2. Compte prorata

Toutes les entreprises participent au compte prorata sous la gestion du LOT 03 Gros œuvre et conformément aux articles du Cahier des Prescriptions Communes.

Seront notamment pris en compte par le compte prorata :

- Les dépenses communes d'énergie sont à la charge du Maître d'Ouvrage.
- L'entretien de la base vie bi-hebdomadaire.
- Le nettoyage des zones travaux à la demande du Maître d'œuvre et de l'OPC et sans préavis.
- L'élimination des déchets et les rotations de bennes à déchets DIB hors gravats des démolitions lourdes.
- La mise à disposition d'équipements et matériels nécessaires à la mission VISA, DET et AOR du Maître d'œuvre et à la mission de l'OPC (EPI, imprimante, consommables, ...).

4.3. Frais inclus dans les prix du présent lot (hors compte prorata)

Les prix du présent lot intègrent les sujétions dues :

- à la création de l'installation commune de chantier décrite aux paragraphes 3.1, 3.2 et 3.3
- à la création des confinements provisoires de chaque zone de travaux
- à l'occupation du domaine public si nécessaire
- à la protection des ouvrages et équipements en place
- aux autorisations administratives (occupation du domaine public, convoi exceptionnel, taxes diverses, interventions des services communaux...);
- à l'application de la réglementation en vigueur concernant les déchets de démolition ;
- au respect de la législation concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs ;
- à la réglementation locale (arrêtés municipaux et préfectoraux) ;
- à la protection pendant la durée des travaux d'ouvrages en place tels qu'alimentation d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, de chauffage urbain, ainsi que les réseaux d'évacuation EU/EP... ;
- aux modes de protections collectives vis-à-vis des personnes et les protections vis-à-vis des ouvrages avoisinants ou contigus ;
- à la signalisation des abords de chantier ;
- au nettoyage quotidien du site et la réfection des ouvrages détériorés.
- aux mesures d'étalement et de confortation des ouvrages conservés si leur tenue est mise en cause au cours ou après la démolition ;
- à la gestion des déchets (gestion des bordereaux de suivi, frais de décharges...)
- aux études d'exécution

L'offre de prix sera bien sûr directement liée :

- aux phasages et aux impératifs de constructions ;
- frais d'engins de levage ;

- frais constat d'huissier avant et après les travaux si nécessaire.

5. PRESCRIPTIONS ET ETUDES

5.1. Texte de référence

Les travaux satisferont aux prescriptions des normes, réglementations et prescriptions techniques en vigueur.

- Les D.T.U. et documents annexes (C.C., C.C.S., Mémento, etc.), prescriptions ayant valeur du Cahier des Charges et qui donnent de façon précise :
- Les prescriptions relatives aux qualités des matériaux
- Les conditions de mise en œuvre des matériaux et des modalités d'exécution des ouvrages, impérativement applicables aux travaux visés par le présent descriptif, sans qu'il soit à nouveau nécessaire de le préciser dans les textes visant particulièrement tel ou tel corps d'état.
- Les Avis techniques en ordre de validité.

Complémentaires aux prescriptions ci-dessus, sont applicables sur tous les ouvrages qu'ils concernent, les documents dits "Règles de Calculs D.T.U."

Les différentes Normes de l'Association Française et Normalisation (AFNOR) homologuées par l'Arrêté Ministériel se rapportant aux travaux du modèle de base.

Les règles professionnelles propres à chaque corps d'état.

De manière générale, l'entrepreneur est considéré comme maîtrisant parfaitement en tant que professionnel spécialisé, toutes les Règles, Normes, Règles de l'Art ..., régissant les travaux dont il a la charge et dont les prescriptions sont considérées comme faisant partie intégrante de son marché, qu'elles soient explicitement énoncées ou non, de même que toutes demandes du Bureau de Contrôle.

- Guide de l'OPPBTP

5.2. Etude d'exécution et hypothèses

A l'issue de la période de préparation, l'entreprise titulaire du présent lot aura l'obligation de transmettre au maître d'œuvre la méthodologie et le phasage d'exécution des démolitions.

Les plans du dossier d'appel d'offre repèrent les ouvrages à démolir.

La note définissant les bases des études d'exécution rappelle l'ensemble des prescriptions de calcul fournies dans le présent marché et les complète au besoin suivant les propositions techniques de l'entrepreneur.

Ces propositions ne doivent pas remettre en cause les clauses du marché et sont conformes aux directives de conception et de calcul en vigueur.

Les études d'exécution, à la charge de l'entreprise, comprennent :

- Une note définissant les bases des études d'exécution,
- Les documents d'exécution des ouvrages définitifs (plans et documents techniques)

Les notes de calculs électroniques doivent être accompagnées d'une note de synthèse manuelle qui récapitule :

- Les hypothèses et données introduites dans le programme,
- Les principes généraux du fonctionnement du programme,

- Les principaux résultats obtenus et leur interprétation.

5.3. Prescriptions techniques

5.3.1. Règles de calculs

Les ouvrages devront être calculés et exécutés conformément aux règles de calculs suivantes ; y compris leurs mises à jour éventuelles :

Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé suivant la méthode des états limites (Règles B.A.E.L. 91) – Fascicule 62 titre I Section I

Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton précontraint selon les méthodes des états limites (Règles B.P.E.L 91) – Fascicule 62 Titre I Section III

Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions et annexes (Règles N.V 65)

Règles N.84 : action de la neige sur les constructions

Règles F.B : méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton

Règles Th-K 77 de calcul des caractéristiques thermiques utiles des parois de construction

Règles parasismiques 1992 et annexes (PS 92) - EC 08

- Fascicule 65A « Exécution des ouvrages en béton armé »
- Fascicule 74 « Construction des réservoirs et châteaux d'eau en béton armé, béton précontraint ou en maçonnerie et des ouvrages annexes »
- Annales de l'I.T.B.T.P (N° 486 – Sept 1990) « Calcul, réalisation et étanchéité des réservoirs, cuves, bassins, châteaux d'eau enterrés, semi-enterrés, aériens, ouverts ou fermés »

Recommandations professionnelles mai 1990

- Travaux de dallage (DTU 13.3)

5.3.2. Hypothèses de calculs

Les calculs béton armé des éléments courants seront menés en considérant la fissuration comme peu préjudiciable.

Les calculs béton armé de tous les ouvrages hydrauliques (regards et fosses) seront menés en considérant la fissuration comme très préjudiciable sous l'action la plus défavorable des niveaux d'eau.

Pour les autres ouvrages ou bâtiments non exposés, la valeur minimale de l'enrobage sera prise égale à 3 cm.

Les ouvrages hydrauliques seront calculés pleins sous la poussée antagoniste éventuelle des terres avec la température du fluide comme action de base, ou vides avec la poussée éventuelle des terres et de la nappe avec les températures.

a) Surcharges maximales sur plancher

Charge répartie courante

CE = 150 daN/m²

CP = 250 daN/m²

Charge répartie dans les zones de stockage et locaux de rangement

CE = 500 daN/m²

Circulations et Issue de secours

CE = 250 daN/m²

b) Surcharges climatiques

- Neige : Région A1

- Vent : Zone III

Les charges d'exploitation indiquées ci-dessus ne tiennent compte ni des équipements lourds, ni des poids propres des ouvrages, ni des majorations éventuellement fixées dans les règles de calculs des ouvrages.

c) Hypothèses sur le sol de fondations

Ce quartier n'a pas fait l'objet d'une étude géotechnique spécifique. Si l'entrepreneur du présent considère qu'une étude géotechnique est nécessaire pour définir certains de ses ouvrages, il lui appartient de la prévoir dans son offre.

d) Caractéristiques des Bétons

Les résistances caractéristiques des bétons retenues dans les calculs sont les suivantes :

$f_{c28} \geq 25$ MPa pour les voiles/poteaux/poutres BA
 $f_{c28} \geq 25$ MPa pour le remplissage des blocs à bancher
 $f_{c28} > 25$ MPa pour les planchers
 $f_{c28} = 35$ MPa pour les autres ouvrages

e) Caractéristiques des aciers

Les limites d'élasticité des aciers pour béton armé sont :

$F_e = 500$ MPa pour les aciers HA
 $F_e = 235$ MPa pour les aciers doux

f) Pression hydraulique

La densité de fluide retenue dans les calculs pour les effets des pressions intérieures et extérieures est : 1.0 t/m³

g) Retrait fluage température

Les températures retenues pour les calculs sont les suivantes :

- gradient $\pm 15^\circ$ pour les voiles hydrauliques en superstructures
- retrait 210^{-4}
- fluage $\phi = 2$ béton entre B25 et B40

h) Protection contre l'incendie

Stabilité au feu des structures et planchers : SF > 1 heure

5.3.3. Etude Béton Armé

L'entreprise doit prévoir dans le cadre de son offre la réalisation de l'étude béton armé ainsi que la réalisation des plans d'exécution. Le coût des études d'exécution est à la charge de l'entreprise. En fin de travaux l'entreprise devra fournir à sa charge les plans de recollement en 3 exemplaires papiers et 3 Clefs USB contenant les plans aux formats PDF et DWG.

Sont à prévoir :

- les plans d'exécution en format DWG et PDF seront diffusées à tous les intervenants
- les notes de calculs nécessaires et demandées par le bureau de contrôle notamment la justification des porteurs en rez-de-chaussée et la justification du sur plancher.
- les fiches techniques des produits et matériels mis en œuvre sont à la charge de l'entreprise

5.3.4. Auto contrôle de l'entreprise

A la charge du présent lot dans le cadre de l'application des dispositions de l'article 1792.1 du code civil et pour permettre au maître d'ouvrage de remplir ses obligations envers sa compagnie d'assurance au titre de sa police dommages-ouvrages. Il sera établi et remis au maître d'œuvre en 3 exemplaires les procès-verbaux d'essais « COPREC » n° 2 (moniteur n° 30 bis du 23/07/1979 et n° 82.51 bis du 17/12/82 selon modificatif).

Les essais seront conduits et les procès-verbaux seront établis suivant les documents techniques n° 1 et 2 en vigueur.

5.3.5. Limites de prestations à la charge du le lot 03 Gros Œuvre

- L'installation de chantier
- Les réservations dans les murs pour les passages de gaines, fourreaux, siphons suivant les plans fournis par les entreprises des autres corps d'état
- Les terrassements liés à la réalisation des ouvrages en béton
- La modification des réseaux, bordures et regards concernés par les travaux
- Les divers rebouchages
- Les ragréages, les enduits
- Les seuils, les appuis

6. **DESCRIPTION DES OUVRAGES A DEMOLIR**

6.1. **Moyens d'accès et de manutention**

L'entreprise aura à sa charge les moyens d'accès permettant l'intervention de ses équipes pour travailler en hauteur en toute sécurité : nacelle ou échafaudage.

Les engins de manutentions seront également à prévoir et adapté au levage notamment pour la dépose des matériaux et équipements sur les plateformes dédiées en façades.

Chaque entreprise est responsable de l'approvisionnement et du levage de ses charges par un engin de levage sous sa responsabilité et dimensionné pour atteindre chaque étage. Il en est de même pour l'acheminement des charges dans les locaux à aménager ; attention aux surcharges d'exploitation admissibles sur les planchers qui sont comprises entre 150 et 250 daN/m².

S'agissant d'intervention en milieu sensible, le stockage sur les plateformes extérieures ne pourra jamais excéder 12H00

6.2. **Démolitions et curages et travaux de dépose**

Il est précisé que l'ensemble des matériaux à déposer doit être évacué par le titulaire du présent lot dans des décharges appropriées, néanmoins l'entreprise devra s'assurer auprès de l'établissement que celui-ci ne souhaite pas récupérer les matériaux provenant des démolitions. En cas de récupération les matériaux concernés seront stockés sur la zone de stockage de la base vie.

Le titulaire du lot 1 interviendra dans des locaux pour y purgés de tout mobilier et aménagement, les réseaux existants (eau, électricité courants forts et courants faibles seront mis hors service – à prévoir aux lots techniques), le titulaire du lot électricité courants forts aura mis en service les coffrets de chantier et l'éclairage d'ambiance de circulation. Un point d'eau sera positionné dans la base vie ; Cet équipement sera mis en œuvre et entretenu par le lot 03 Gros Œuvre.

Afin de réaliser les travaux de démolition, l'entreprise devra prévoir toutes les dispositions préalables de mise en sécurité, systématiquement par confinements sécurisés des zones de démolition et de protection des trémies, d'étalement, de confortements provisoires, d'éclairage de son poste de travail et de protection des existants conservés.

La neutralisation préalable de tous réseaux existants est à la charge des lots techniques, l'entreprise s'assurera de posséder la consignation par écrit des entreprises concernées. Cependant la dépose et l'évacuation de tous les réseaux (y compris fonte), équipements et autres appareillages des lots fluides (plomberie chauffage courants forts et courants faibles) restent à la charge du présent lot dans l'emprise des différentes zones de travaux de démolitions et désamiantage.

L'entreprise veillera à prendre toutes les dispositions afin de limiter au maximum les nuisances en termes de poussière, bruit et circulation.

A l'issue de toute démolition, l'entreprise aura à sa charge l'évacuation des gravats, de tous les équipements sanitaires et menuiseries et mobiliers divers, de tous les réseaux apparents non réutilisés et encore présents dans les locaux ainsi que le dépoussiérage des surfaces dans toutes les zones de démolitions.

Les opérations d'évacuation seront à phases de manière à éviter le croisement de flux avec les autres corps d'états. La procédure d'évacuation des gravats sera soumise à avis DSD.

Toute réservation de dimension supérieure à 100cm² est à la charge du présent lot, les autres réservations sont dues par les lots concernés.

Les travaux étant dans une zone sensible, cela implique des confinements de zone de travaux qui seront systématiquement réalisés par des parois opaques, stabilisées et renforcées de type panneaux de bois triply ou équivalents de 2.0m de hauteur avec incorporation de blocs portes sécurisés ; un rouleau de concertina en partie haute sera exigé pour empêcher le franchissement.

LOCALISATION : cf. plans et DPGF lot 01 Démolition/Amiante

6.3. Travaux de dépose et de démolitions

Après intervention de désamiantage, l'entreprise aura à sa charge la dépose des ouvrages et agencements non amiantés listés ci-dessous. La prestation comprenant le curage et l'évacuation des matériaux en déchetterie réglementée :

- Dépose et stockage des mobiliers et équipements existants
- Allège béton
- Cloisons / murs
- Equipements intégrés et/ou scellés aux ouvrages existants
- Châssis vitrés et barreaudages de fenêtre
- Sols existants quels que soient leur nature
- Plafonds suspendus dans le PCI

LOCALISATION : Plan de démolitions du PCI